



Le Préfet veut passer en force pour renommer la Cité Administrative « Michel Debré »

Pour nous c'est toujours non !

Rassemblement mercredi 13/05/2026 à 14h30 dans la cour principale

Mercredi 6 mai, les agent.es de la cité administrative étaient informé.es au dernier moment de la venue le lendemain du Premier ministre Lecornu pour « inaugurer » la Cité administrative, pourtant en fonction depuis plus d'un an, et la rebaptiser du nom de « Michel Debré ». Le 7 mai, la visite est annulée au dernier moment, tout comme elle avait été annoncée, en raison d'une réunion à Paris. Belle marque de considération pour le service public et ses agent.es.

Ce qui est positif en revanche, c'est que notre lieu de travail n'a pas, pour le moment, été baptisé du nom d'un des personnages les plus réactionnaires de la Vème République. Le CV politique de Michel Debré est écœurant : opposition à la décolonisation de l'Algérie, opposition à la loi Veil sur l'IVG, qu'il a qualifié de « monstrueuse erreur historique », opposition à la suppression de la peine de mort, artisan de la déportation de près de 2000 enfants réunionnais, à propos de laquelle une loi de réparation a d'ailleurs été récemment adoptée par l'Assemblée...

Quant à sa conception de la Fonction publique, elle est tout aussi rance : « *Le fonctionnaire est un homme (nous soulignons) de silence. Il sert, il travaille et il se tait* ». Qui, en 2026, a bien pu avoir l'idée de baptiser de son nom notre lieu de travail ? Pourquoi les agent.es, qui continueront à y travailler bien après le départ de ce gouvernement, n'ont pas voix au chapitre ? Pour nos organisations et agent.es de la Fonction publique, il est hors de question que l'inauguration sous cette forme ait lieu à quelque date que ce soit ! Si les pouvoirs publics tiennent à renommer la Cité administrative de Toulouse, les agent.es qui y travaillent doivent pouvoir s'exprimer.

Mais nous venons d'apprendre que le Préfet, manifestement très impliqué dans cette affaire, entend passer en force. Sa venue est annoncée mercredi 13 mai à 14h45 pour procéder à l'inauguration et au changement de nom. Rebelote : fermeture de la Cité au public, annulation des rendez-vous etc.

Nous dénonçons cet acharnement à rebaptiser la Cité Administrative du nom d'un personnage aussi réactionnaire, au mépris de l'avis des agent.es qui y travaillent et de leurs organisations.

Nous invitons l'ensemble des agent.es à manifester leur opposition en :

- signant la pétition ci-dessous
- participant au rassemblement mercredi 13 mai à partir de 14h30, rdv dans la cour principale

